



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de  
la Haute-Vienne  
22, rue des Pénitents Blancs  
87039 Limoges

Limoges, le 26/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LAMARGUE Daniel**

Lieu-dit VEYRINAS  
87920 Condat-sur-Vienne

Références : UID87 2024-145

Code AIOT : 0100023201

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2024 dans l'établissement LAMARGUE Daniel implanté Lieu-dit VEYRINAS 87920 Condat-sur-Vienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite du 4 juin 2024 a été réalisée pour constater la remise en état du site de Monsieur LAMARGUE Daniel suite aux arrêtés préfectoraux de mise en demeure et de suspension du 11 juillet 2023.

Monsieur LAMARGUE devait évacuer les véhicules hors d'usage et déchets connexes stockés sur sa propriété. La visite a été préparée en amont avec madame la maire de Condat-sur-Vienne, sa police municipale et la police nationale.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAMARGUE Daniel
- Lieu-dit VEYRINAS 87920 Condat-sur-Vienne
- Code AIOT : 0100023201
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette installation est soumise à la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (installation de stockage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage).

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- VHU

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection des installations classées accompagnée de la police nationale, lors de sa visite du 4 juin 2024, a constaté que le site n'avait pas été remis en état et que les véhicules hors d'usage et déchets connexes étaient toujours présents sur la propriété de monsieur LAMARGUE Daniel. Les dispositions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure et de suspension du 11 juillet 2023 ne sont pas respectées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Stockage de véhicules hors d'usage	AP de Mise en Demeure du 11/07/2023, article article 1	Astreinte	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 4 juin 2024, il a été constaté que les véhicules hors d'usage et déchets connexes étaient toujours présents et que monsieur LAMARGUE Daniel n'avait pas procédé aux évacuations pour la remise en état de son site. Cette situation constitue toujours des dangers et des inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques et l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Stockage de véhicules hors d'usage**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/07/2023, article article 1
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Monsieur LAMARGUE Daniel domicilié au lieu-dit « Veyrinas » sur la commune de Condat-sur-Vienne (87 920) exploitant une installation de stockage de véhicules hors d'usage à la même adresse sur la commune de Condat-sur-Vienne (87 920), sur les parcelles section BD n° 00023 et section BE n° 0030, est mis en demeure de procéder à la remise en état du site avec évacuation des VHU et des déchets connexes dans le même délai. Cette remise en état est effective dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté. L'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prises dans le cadre de cet arrêt d'activité (enlèvement des véhicules hors d'usage et des déchets, remise en état du site...) et comprenant tous les justificatifs nécessaires.

**Constats :**

Le jour de l'inspection, il a été constaté que les véhicules hors d'usage et déchets connexes étaient toujours présents sur parcelles section BD n° 00023 et section BE n° 0030 de la propriété de monsieur LAMARGUE domicilié au lieu-dit « Veyrinas » sur la commune de Condat-sur-Vienne (87 920) au-delà de l'échéance des 6 mois prévus par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 juillet 2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Astreinte**Proposition de délais :** 2 mois